

REGION DE CORSE

DELIBERATION N° 90/71 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE RELATIVE A LA REALISATION D'UN EMPRUNT AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE PARIS

—————
Séance du 5 octobre 1990

L'an mil neuf cent quatre vingt dix, et le cinq octobre l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Paul de ROCCA-SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : MM.

Pierre-Jean ALBERTINI, François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Jean BAGGIONI, Dominique BALDACCI, Léonard BATTESTI, Jean-Baptiste BIAGGI, Dominique BIANCHI, Antoine BIGGI, Dominique BUCCHINI, Antoine CANIONI, Jean CASTA, Pierre Philippe CECCALDI, Denis CELLI, Joseph Antoine CHIARELLI, Jean COLONNA, Laurent CROCE, Albert FERRACCI, Jules Laurent FERRANDI, Jacques FIESCHI, Jean GAFFORY, François-Marie GERONIMI, Paul GIACOBBI, Ours Ange Pierre GRIMALDI, Charles LEONELLI, Toussaint LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Dominique MARI, Joseph MARIOTTI, Emile MOCCHI, François MOSCONI, Jean MOTRONI, Jules-Paul NATALI, Alain ORSONI, Ange PANTALONI, Paul PATRIARCHE, François PIAZZA ALESSANDRINI, Pierre-Timothée PIERI, Paul-Donat POLI, Pascal POZZO DI BORGIO, Jean-Paul de ROCCA SERRA, Louis Ferdinand de ROCCA SERRA, Paul SCARBONCHI, Marc VALERY, Xavier VILLANOVA, Fernand VINCENTELLI.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Jean-Louis ALBERTINI à M. François PIAZZA ALESSANDRINI,
M. Alexandre ALESSANDRINI à M. Paul GIACOBBI,
M. Henri ANTONA à M. Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA,
M. Joseph-Ferdinand CHIARELLI à M. Jean COLONNA,
M. Charles COLONNA à M. Denis CELLI,
M. Marcel FEYDEL à M. Dominique BALDACCI,
M. Antoine GAMBINI à M. Charles LEONELLI,
M. Sauveur GANDOLFI-SCHEIT à M. Jean-Paul de ROCCA SERRA,
M. François Dominique PELLONI à M. Jean GAFFORY,
M. Jérôme POLVERINI à M. Pascal ARRIGHI,

ETAIENT ABSENTS : MM.

Paul BUNGELMI, Max SIMEONI, Michel STEFANI.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 82.214 du 2 mars 1982, portant statut particulier de la Région de Corse : organisation administrative,
- VU** la loi n° 82.659 du 30 juillet 1982, portant statut particulier de la Région de Corse : compétences,
- VU** la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la délibération n° 90/14 AC du 13 février 1990 portant adoption du Budget Primitif 1990 de la Région de Corse,
- SUR** rapport du Président de l'Assemblée de Corse présenté par M. Paul PATRIARCHE, Vice-Président délégué aux Finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

DECIDE, pour financer une fraction de l'emprunt globalisé 1990, la Région de Corse contracte auprès de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, un emprunt d'un montant de 25.000.000 F au taux fixe de 10,32 % et dont le remboursement s'effectuera en 15 ans selon une périodicité trimestrielle.

ARTICLE 2 :

Le Président de l'Assemblée de Corse est autorisé à signer le contrat correspondant.

ARTICLE 3 :

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Région.

AJACCIO, le 5 octobre 1990

Pour copie certifiée conforme
à l'original,

Le Secrétaire Général

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE
DE CORSE,

J.D. PIANELLI

Dr. Jean-Paul DE ROCCA SERRA